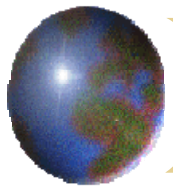


Les mécanismes de financement de la formation professionnelle

Une comparaison Europe-Afrique

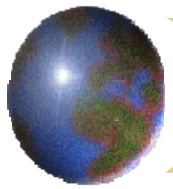
Richard WALTHER

Etude financement de la formation
Europe-Afrique, AFD,RWR, Dakar
28 juin 2006



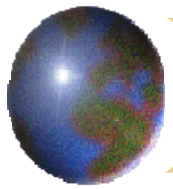
L'étendue de l'étude

- 4 pays européens: Allemagne, Espagne, France, Royaume-Uni,
- 4 pays africains: Sénégal, Algérie, Maroc, Tunisie



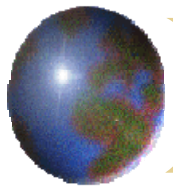
Méthodes et finalités de l'étude

- Analyser de manière comparative les évolutions des systèmes et les modéliser selon le type d'organisation, de financement et d'efficacité
- Définir pour les différents opérateurs nationaux et internationaux un chemin critique d'investissement efficace dans la formation

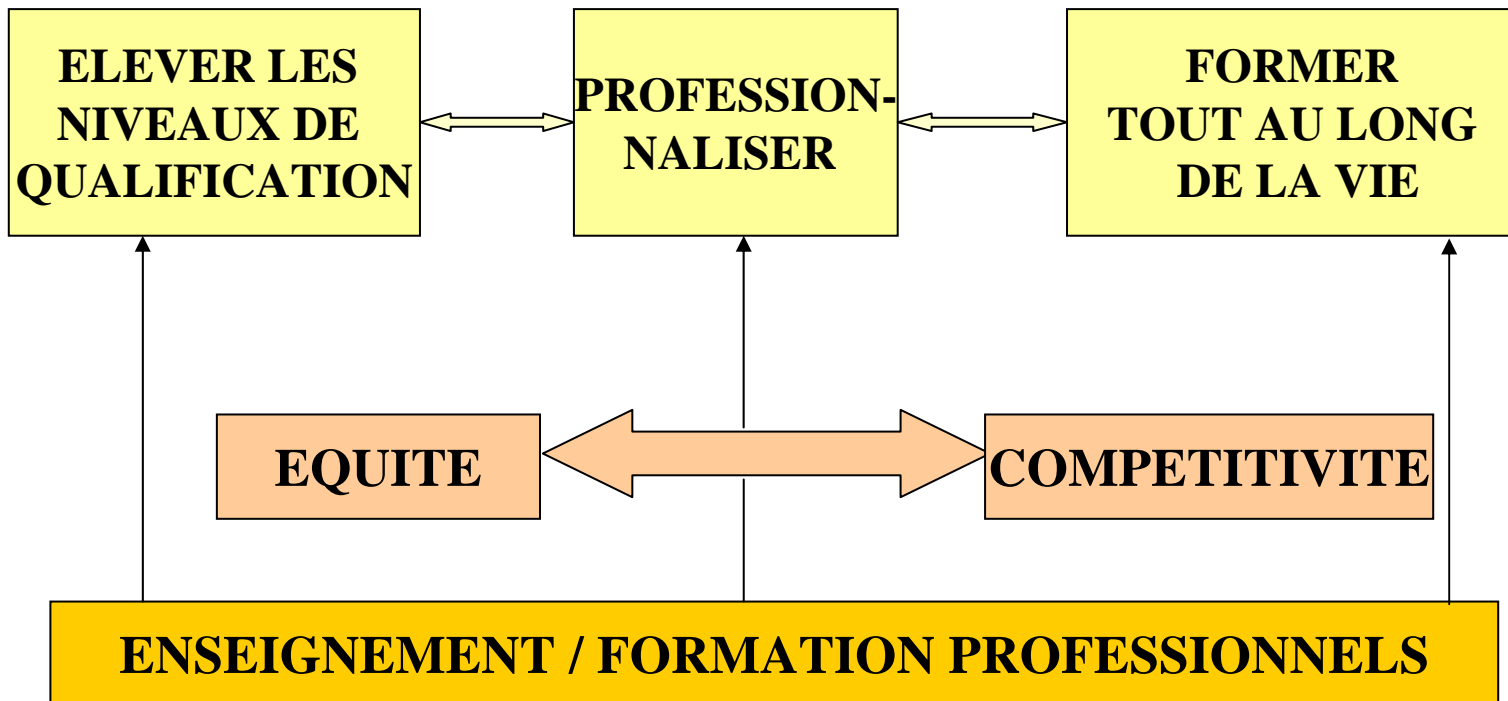


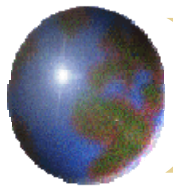
Le plan de la présentation

- Situation et évolution des systèmes
- La typologie des mécanismes de financement
- La modélisation des systèmes
- Les premières conclusions de l'étude sur la formation en secteur informel
- Un chemin critique d'investissement efficace dans la formation

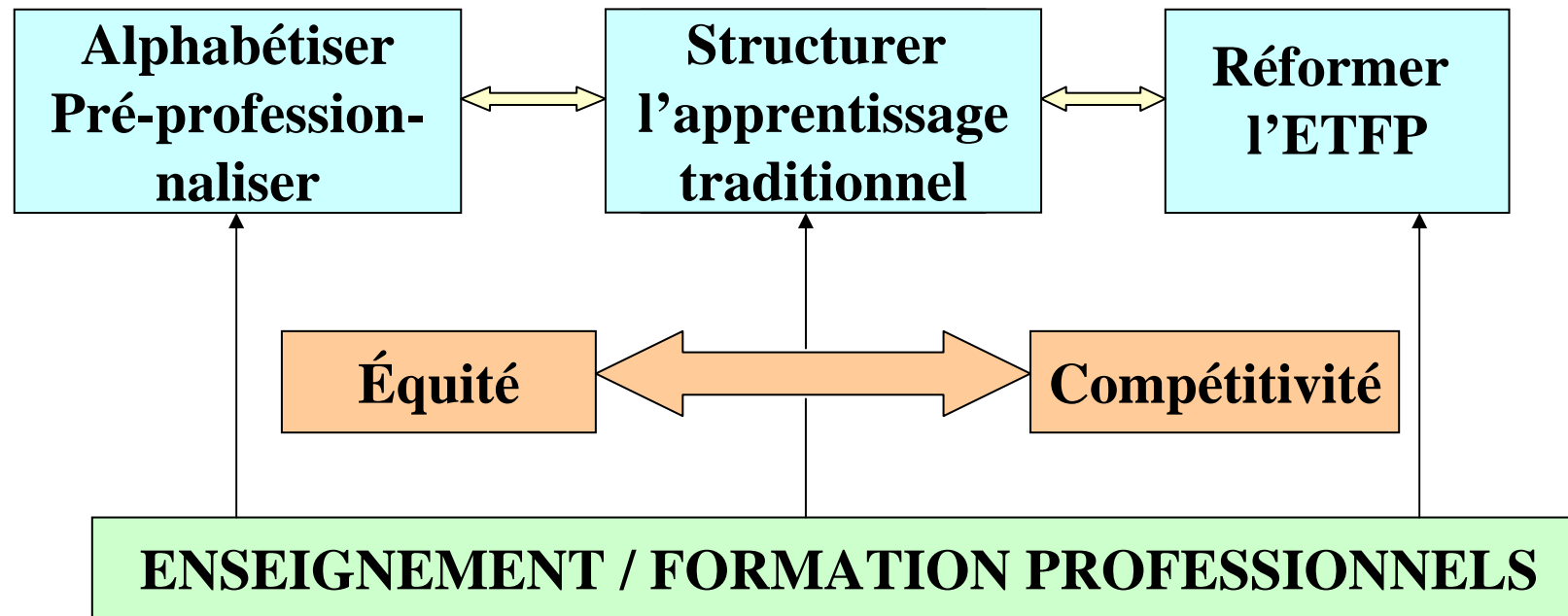


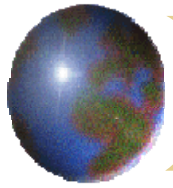
Situation et évolution des systèmes en Europe





Situation et évolution des systèmes en Afrique





Vers des systèmes à gestion partenariale

- La formation initiale dont l'apprentissage: une responsabilité publique de plus en plus partagée ou déléguée
- La formation post-initiale: un pilotage concerté entre les partenaires sociaux et les pouvoirs publics
- La formation continue: une prérogative managériale tempérée par des orientations stratégiques et des mesures incitatives publiques

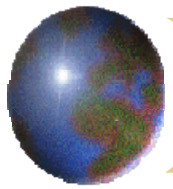
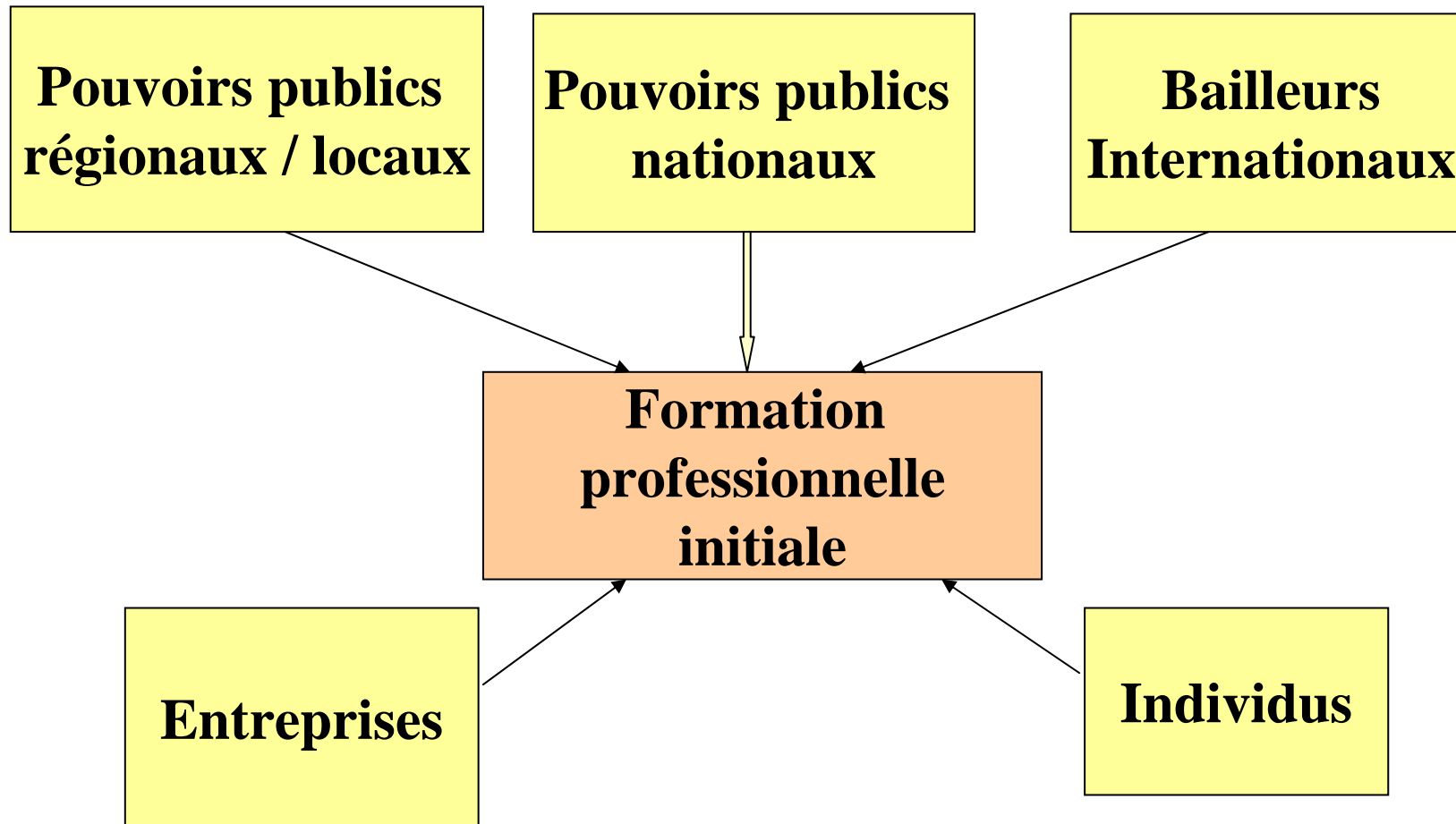


Schéma générique de financement de la FPI publique



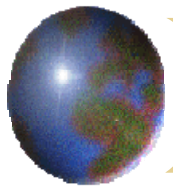
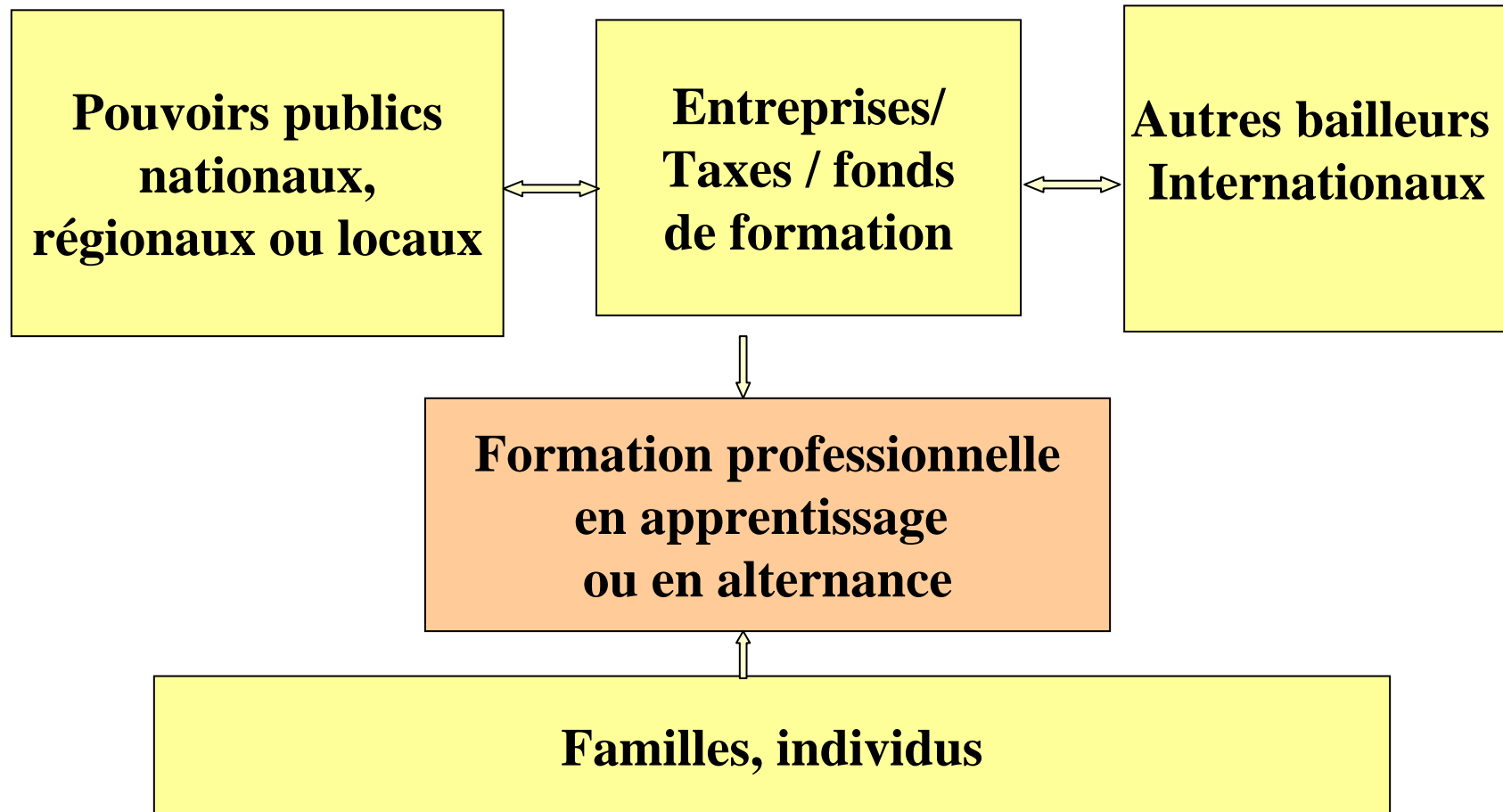
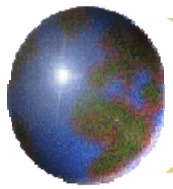
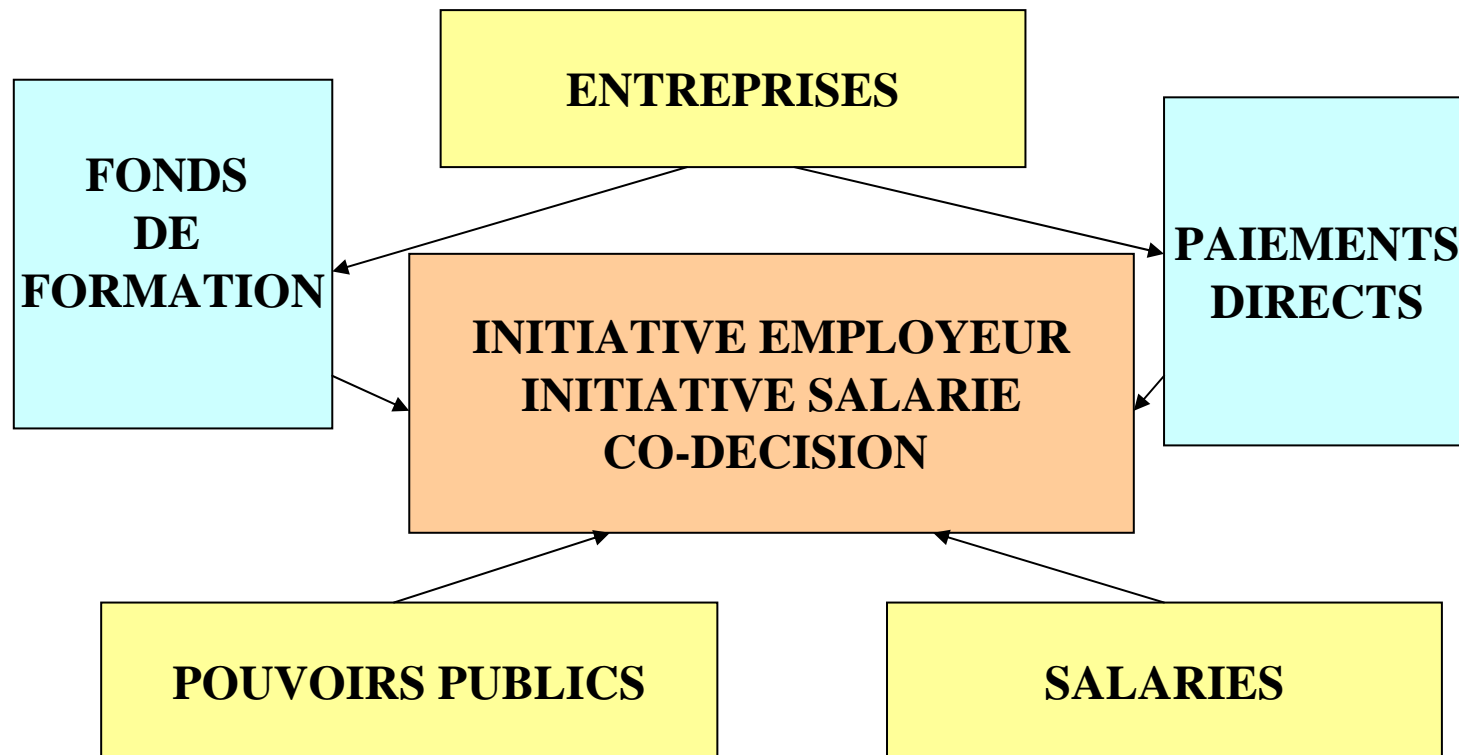


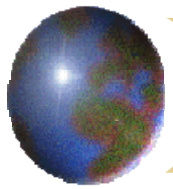
Schéma de la formation professionnelle en apprentissage





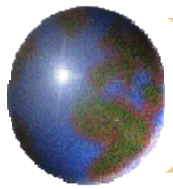
Modèle générique de financement de la formation professionnelle continue





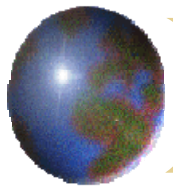
Les pratiques de financement

- Le co-financement vaut pour tous les pays et pour tous les dispositifs
- Il s'effectue selon des processus de financement et de refinancement complexes
- Le financeur direct n'est pas toujours le payeur
- C'est l'identité du payeur final qui détermine la nature exacte du système



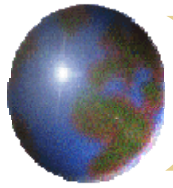
Les instruments existants

- L'aide publique directe
- Le refinancement public par crédit d'impôt ou exonération
- Le financement direct par les entreprises
- Le financement indirect par les fonds mutualisés
- Le financement individuel direct ou aidé
- La participation individuelle non monétaire



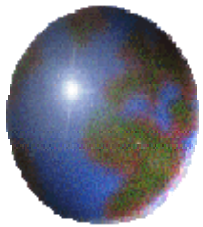
La modélisation des systèmes européens

- Le modèle allemand: une formation initiale fondée, par contrat, sur les valeurs de la professionnalisation
- Le modèle public français ou la coexistence de dispositifs institutionnels diversifiés basés sur la méritocratie
- Le modèle britannique néo-libéral-volontariste ou la création d'un marché transparent de la certification et de la qualification



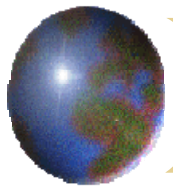
La modélisation en devenir des systèmes africains

- Un système qui reste marqué par l'héritage du passé
- Un système ciblé quasi exclusivement sur le secteur formel
- Une évolution en cours vers une gestion partenariale et la prise en compte du secteur informel



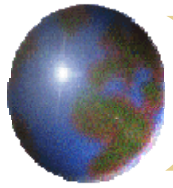
La formation professionnelle en secteur informel

Une enquête terrain dans
sept pays d'Afrique



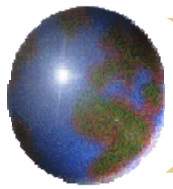
La problématique de départ

- Le secteur informel occupe une place prépondérante dans la création des emplois et dans la production de la richesse nationale des pays en développement
- Les moyens de la formation ne peuvent plus aller exclusivement vers des secteurs peu demandeurs de main-d'œuvre



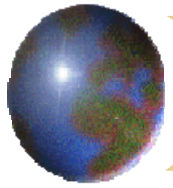
L'hypothèse de départ

- La formation professionnelle est un facteur de dynamisation du secteur informel.
- La formation professionnelle peut aider au passage d'une économie de survie et de subsistance à une économie de développement et de croissance.



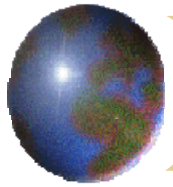
Les pays enquêtés

- AFD : Sénégal, Maroc, Cameroun, Bénin, Afrique du Sud
 - AFD/MAE: Angola
 - AFD/GTZ: Éthiopie
- 7 rapports pays, 1 rapport général
(français/anglais)



Les objectifs de l'étude

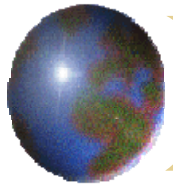
- Faire une analyse comparative des pays afin d'en dégager les grands constats
- Définir à partir de ces constats les conditions optimales du développement de la formation en secteur informel.



La place prépondérante du secteur informel

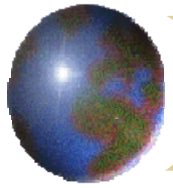
Le secteur informel occupe une place plus importante que prévue:

- entre 40% (Maroc) et 95% (Bénin) du marché du travail
- entre 40% (Maroc) et 50/60% (Bénin, Cameroun et Sénégal) de la production de la richesse nationale



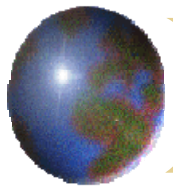
Les préalables de la réforme de la formation en secteur informel

- Pas de réforme sans vision commune de tous les acteurs
- Pas de réforme sans une structuration en douceur de l'apprentissage traditionnel
- Pas de réforme sans une expertise appropriée



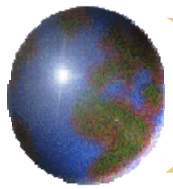
Les conditions de réussite de la réforme

- Lier étroitement la formation des apprentis et des maître artisans
- Ne pas certifier les jeunes sans valider les acquis des adultes au travail
- Ne pas séparer formation, qualification et insertion



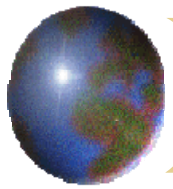
Les composantes de la réforme

- Penser en même temps apprentissage et pré-apprentissage
- Ne pas séparer formation professionnelle et éducation pour tous



Les moyens de la réforme

- Mettre en place des moyens de financement adaptés et pérennes
 - ▣ le rôle stratégique des pouvoirs publics
 - ▣ le rôle incitatif des bailleurs de fonds
 - ▣ le rôle incontournable des fonds de formation



Le chemin critique de l'efficacité

Susciter l'engagement de tous les acteurs



Aider à la mise en place d'instruments financiers viables



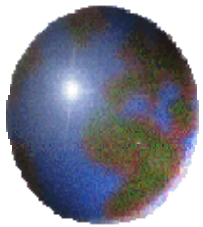
Appuyer le pilotage partenarial des fonds de formation



Soutenir les mesures qui incitent au cofinancement



**Promouvoir l'État comme garant du
lien compétitivité/équité**



**Merci pour votre
attention**